

[fr](#)

[Press release](#) | 23.05.2012

OGM/EFSA

Moratoire en péril!

Le 21 mai 2012, l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments (EFSA) a remis en cause le moratoire décrété par les autorités françaises qui interdit la culture de la seule variété de maïs transgénique autorisé en Europe, le MON 810, développée par Monsanto.

Se basant sur cet avis de l'EFSA, la Commission européenne envisage, à l'occasion du prochain Conseil des ministres de l'Environnement (11 juin 2012) d'imposer à la France cette culture transgénique sur son territoire.

Cette décision intervient dans un contexte où la crédibilité de l'EFSA est sérieusement remise en cause. Le Parlement européen a refusé le 10 mai 2012 de voter la décharge budgétaire de l'EFSA, considérant que cette agence n'a pas pris les mesures pour mettre un terme aux nombreux conflits d'intérêts qui ont été mis à jour en son sein.

Pour **José Bové** Vice Président de la Commission de l'Agriculture et du Développement Rural :

"La France n'a pas à recevoir d'ordre de la part de l'EFSA minée de l'intérieur par les conflits d'intérêts. Le jour même où le Parlement européen refusait de signer un blanc seing à cette Agence, sa Présidente, Madame Banati, démissionnait pour devenir la Directrice de l'ILSI (International Life and Science Institute). L'ILSI est le plus gros lobby agro-alimentaire de la planète qui s'est donné pour mission d'imposer les OGM aux consommateurs européens. Madame Banati avait d'ailleurs menti dans sa déclaration d'intérêt en omettant de mentionner qu'elle était également membre du Conseil d'Administration de ce lobby.

Plus personne n'est prêt à parier 1 € sur l'indépendance de l'EFSA. Ces avis, ne sont pas scientifiques mais partisans. Ils servent des intérêts économiques et financiers. Elle prend tous les moyens pour écarter les arguments des scientifiques indépendants qui la dérangent.

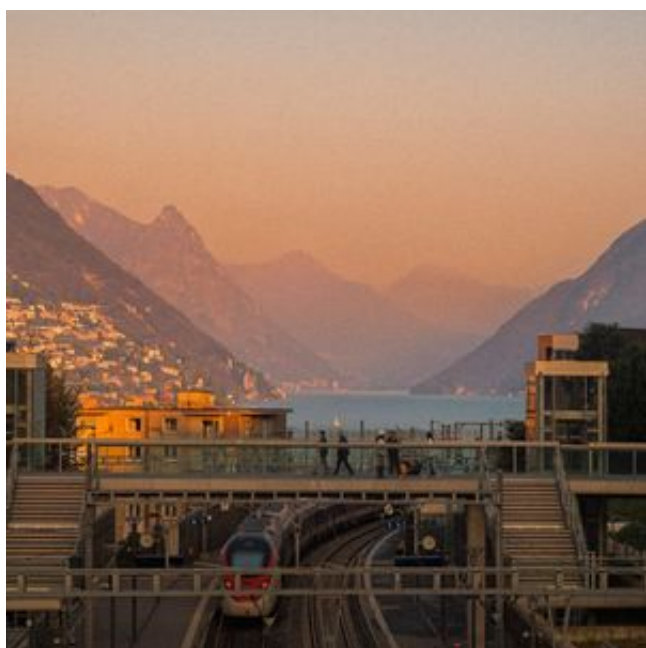
Le Commissaire européen, John Dalli, doit arrêter de se voiler la face. L'EFSA ne fait plus autorité sur la question des biotechnologies. Tant qu'une réforme profonde de ses méthodes d'évaluation prenant en compte les conséquences socio-économiques des OGM n'aura pas été mise en œuvre, ses avis sont nuls et non avenue.

En suivant les injonctions d'une agence décrédibilisée, en faisant passer les intérêts financiers de Monsanto avant la protection des consommateurs et de l'environnement, John Dalli se décrédibiliserait lui-même et par ricochet l'ensemble de la Commission européenne".

Recommended

Opinion

©aleks



[DiscoverEU 2026: Your guide to travelling by train for...](#)

08.04.2026

Opinion

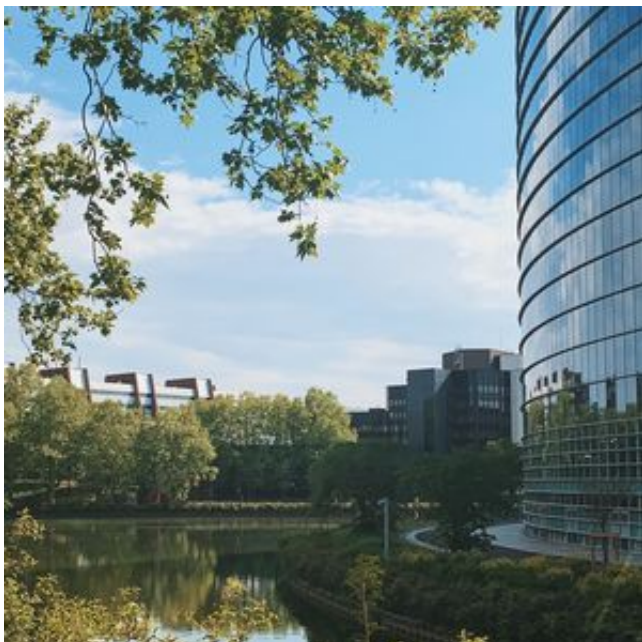


[Toxic Beauty: How the EU's new cosmetics rules could p...](#)

07.04.2026

News

©zsofia-vera



[PLENARY FLASH: Greens/EFA Priorities 9 to 12 March](#)

09.03.2026

Press release

Melissa Walker Horn



[CMO/Veggie burger: Quote from MEP Anna Strolenberg](#)

05.03.2026

Responsible MEPs



José Bové

Member

Please share

[E-Mail](#)

